En tant que greffier Gellé se voua entièrement et avec un esprit élevé à l'institution et à l'organisation de l'enseignement primaire. C'est dans ce domaine qu'il s'est en quelque sorte surpassé et qu'il a eu des mérites énormes et incontestés. Nous sommes trop liés à cette branche de l'organisation générale de notre pays pour nous soustraire à une description un peu plus détaillée de cette période de la mission d'éducateur de Gellé. Nous y reviendrons donc après l'aperçu sur son activité administrative.

En 1818 fut institué un jury temporaire d'instruction dont Gellé devint le secrétaire perpétuel. En 1824, lors de la création d'une commission provinciale pour l'administration et la direction de l'enseignement primaire, Gellé reçut le poste de secrétaire et fut nommé en même temps inspecteur du 1er arrondissement, conjointement avec de Neunheuser, vice-général, et le docteur J.-B. Wurth.

La Révolution belge en 1830 vint détruire l'oeuvre de Gellé. Pendant tout ce temps, le grand réalisateur du premier temps des Hollandais resta dans un isolement voulu, quoiqu'il détint encore, théoriquement, les charges dont il était devenu porteur. Mais son activité ne pouvant s'étendre que sur la ville de Luxembourg, son rayon d'action était devenu fort restreint et ne lui donnait pas les possibilités de déployer ses facultés extraordinaires.

En 1835, quand le général de Goedecke fut nommé président de la Commission de Gouvernement, Gellé en devint membre effectif avec voix délibérative. Il cumula les charges de secrétaire et de membre et les garda jusqu'en 1840. Par surcroît, et sur les instances de ses chefs, il accepta encore en 1837 un poste dans le bureau de l'Administration de l'Athénée. Ainsi l'occasion lui était donnée de s'opposer de son mieux aux visées malheureuses du réformateur allemand Hassenpflug. Après le départ de ce dernier, de qui l'action malfaisante sur les destinées de notre pays est trop bien connue, Gellé fut placé provisoirement à la tête de la Régence ce qui veut dire Commission de Gouvernement. Il y resta jusqu'en 1841 et signait: Le conseiller de gouvernement, Chef des services civils ff.

Guillaume II, ayant entretemps succédé à son père, l'appela à la tête de la Commission qui devait préparer la première Constitution luxembourgeoise.

A. Neyen (Biographie luxbg., t. I, p. 212) prétend que le roi grand-duc, que Gellé était aller saluer à Wasserbillig lors de sa première visite rendue au pays, lui avait offert le poste de gouverneur mais que, par modestie, Gellé n'avait pas cru devoir donner suite à cette marque d'estime. Dans sa «Création d'un Etat» (p. 155), A. Calmes, qui n'aime pas plus Gellé que tous les autres éléments libéraux, s'inscrit en faux contre cette supposition pour n'avoir «trouvé trace ni d'une offre, ni d'un refus».

En tout état de cause Gellé garda la confiance de son souverain qui le chargea, en 1842, de le représenter à Sedan aux funérailles de la princesse de La-Tour, née comtesse de Nassau. En 1843 le roi grand-duc désigna Gellé pour «saluer en son nom» le roi et la reine des Belges à l'occasion de leur joyeuse entrée à Arlon. Toutefois, le discours de Gellé ne fut pas du goût de Guillaume, qui lui reprocha ce qui suit: «Sa mission